



ESPACE FÉDÉRAL TERRITORIAL

ILE-DE-FRANCE

FSGT *Fédération Sportive
et Gymnique du Travail*

Actes de l'Espace Fédéral Territorial Ile-de-France Analyses croisées des enseignements de la crise de la Covid-19 sur la vie associative 24 juin 2020

Ce document ne propose pas de synthèse des travaux, et est une retranscription de l'ensemble des échanges. Bonne lecture.

Emmanuelle Bonnet Oulaldj, Direction Fédérale Collégiale FSGT

Merci d'avoir répondu présents pour participer à cette séquence élargie de l'espace fédéral territorial Ile-de-France de la FSGT. C'est un espace permanent, qui se veut transversal, au sein duquel nous croisons nos analyses sur le contexte politique, social, sportif avec l'évolution des activités et des pratiques sur chaque territoire et des besoins de la populations.

Afin de tirer des enseignements collectifs de la période du confinement et anticiper l'avenir, nous avons pensé qu'il serait intéressant de croiser notre analyse avec d'autres acteurs de la vie associative. Nous avons sollicité **Gilles Rouby**, Président du [Collectif des Associations Citoyennes \(CAC\)](#), **Ludovic Trézières**, délégué de [l'UFOLEP](#) en Ile-de-France, **Abdel Ghazy**, Secrétaire Général du [Secours Populaire Français](#) de Paris. Enfin, nous remercions **Corinne Morel Darleux**, auteure du livre ["plutôt couler en beauté que de flotter sans grâce"](#) (éditions Libertaria), d'avoir accepté notre invitation en qualité de « starter. »

Mylène Douet-Guérin a préparé cette première séquence, et je vais lui céder la parole pour questionner Corinne sur sa réflexion.

Mylène Douet Guérin, pôle activités et culture sportive FSGT

J'ai la chance d'habiter à côté des éditions Libertaria à Montreuil, et ça faisait plusieurs fois que je voyais ce titre : "Plutôt couler en beauté que de flotter sans grâce" qui m'interpella. J'ai sauté le pas dès le déconfinement pour me le procurer. Dans un premier temps, je l'ai lu de manière individuelle. Puis pour préparer cette séquence, je l'ai relu avec une perspective plus collective. Je vais essayer de me transformer en François Busnel, de la Grande librairie sans prétention de réussir la tâche. J'ai pioché des idées qui peuvent nous interpeller à la FSGT comme toute organisation qui résiste. Il y a l'idée du Maverick, un cheval sauvage qui choisit de vivre en marge de la bande, qui met de la distance mais qui ne se désolidarise pas du mouvement, qui refuse le comportement grégaire et l'autorité du mal dominant. Pour nous, c'est intéressant par rapport à l'idée que nous avons du sport associatif. Le rhizome et l'archipel, en lien avec l'idée d'archipelisation et de création d'îlots de résistance, et de rhizome comme la racine qui s'étend à la rencontre d'autres racines. On a besoin de ces îlots organisés pour être unis par une stratégie et un but commun. **Pour commencer, pouvez-vous nous présenter le triptyque que vous détaillez dans votre ouvrage : le refus de parvenir, le cessez de nuire et la dignité du présent ?**

Corinne Morel Darleux,
auteure de "Plutôt couler en beauté que de flotter sans grâce".

Je dois avouer que je ne connais pas très bien le monde des fédérations sportives d'éducation populaire. Mais je vais faire le lien par rapport à ce que j'ai vu de vos préoccupations qui sont aujourd'hui très largement partagées quelque soit le lieu associatif ou l'engagement dans lequel on est aujourd'hui. Je suis dans un petit village de la Drôme au pied du Vercors, ce qui n'est pas anodin dans ma manière de voir les événements, d'observer le monde et d'être aussi en contact avec les écosystèmes et les questions de climat et de biodiversité qui sont les principales thématiques sur lesquelles je travaille d'un point de vue politique depuis plus de 10 ans. Je suis également conseillère régionale d'opposition en Auvergne Rhône-Alpes, région présidée par Laurent Wauquiez, ce qui est un mandat combatif sur pas mal de sujets.

La figure du Maverick, elle m'a été évoquée au départ par un personnage réel qui est [Bernard Moitessier](#). C'est un navigateur qui a fait partie des participants à la première course de tour du monde en solitaire sans escale et sans assistance extérieure, il y a 50 ans. Alors qu'il était en

Il passe de remporter cette course, à quelques encablures de la ligne d'arrivée, il a décidé de changer de cap et de ne pas rentrer, de ne pas accepter cette victoire et cette course de vitesse. Il n'avait pas très envie de retourner dans cette vieille Europe qui pour lui était devenue une société de consommation à outrance, de marchandisation et de règne de l'argent. Il renonce à la victoire, change de cap, et va s'installer dans le pacifique à Papeete et où il va avoir un engagement militant notamment sur les questions d'environnement, il va lutter contre les essais nucléaires dans le pacifique, contre la bétonisation du petit port où il a trouvé refuge, il va écrire à tous les maires de France pour leur demander de planter des arbres fruitiers. **Pour moi, il était dans cette figure du Maverick, c'est à dire du choix de faire un pas de côté, sans pour autant être dans la sécession.** Ce n'est pas un ermite, il ne se retire pas de la société pour cultiver son jardin en se mettant des œillères sur les océans de misère qui peuvent l'entourer. Il prend une distance qui lui permet d'articuler la dimension individuelle et la dimension collective auxquelles nous sommes tous confrontés. Souvent, quand on a un engagement militant quelque soit le format, il y a toujours ce tiraillement entre ces aspirations en tant qu'individu, le besoin parfois de se poser, prendre un livre et l'engagement collectif, militant qui peut être très prenant et qui l'a été pour certains d'entre nous de manière très forte pendant le confinement et qui va l'être encore plus dans les jours et les semaines qui s'ouvrent avec la crise économique et sociale qui s'annonce et avec l'aggravation du dérèglement climatique qui se poursuit et les inquiétudes très fortes sur les questions de démocratie et de liberté publique. **Un de mes propos est de voir comment on peut articuler les deux, ne pas s'oublier dans le collectif et ne pas penser que l'addition de petits gestes individuels pourrait suffire à changer de société et améliorer la vie de tout un chacun.**

J'explore trois notions. La première est celle "du refus de parvenir", bien expliquée par Bernard Moitessier, qui a été abordée dans les courants anarchistes et libertaires depuis le début du 20^{ème} siècle et qui consiste à ne pas rechercher et ne pas accepter les privilèges et les honneurs qui ont pour objectif de nous faire rentrer dans le système au détriment de la classe sociale d'où vous venez. C'est tout ce qu'on voit aujourd'hui avec les questions de méritocratie et de dispositif qui, sous couvert d'égalité ont pour objet d'aller chercher les meilleurs éléments, avec plein de guillemets, des classes populaires pour les mettre au service des classes dominantes. Ce refus de parvenir, je le ré-explore à l'aune des défis d'aujourd'hui sur la question du climat de la biodiversité, et de la compétition permanente où l'on fait croire que la réussite c'est être riche, où la richesse doit s'afficher avec des voitures, des villas, des golfs, des piscines, des yachts, etc. **Cette recherche de réussite et de parvenir est génératrice d'énormément d'inégalités et d'injustices sociales et de frustrations.** C'est ce que l'on voit à longueur d'émissions télévisées et de magazines. On sait que aujourd'hui ce qui détruit les conditions de vie sur terre avec l'extraction de beaucoup de matière première, d'énergie fossile et de production de gaz à effet de serre est responsable du réchauffement climatique.

Le refus de parvenir va de paire avec la seconde notion « **du cesser de nuire** ». Nous sommes aujourd'hui dans un système de production et de consommation qui fait qu'en réalité toutes les activités, tous les besoins de consommation nous sont proposés par la publicité, la mode, etc. Si on prend toute la chaîne de production, il y a quelqu'un qui en pâtit à un moment donné, que ce soit au niveau des travailleurs de l'industrie textile en Asie du Sud-Est, ou que ce soit du côté des saisonniers agricoles dans le sud de la France ou du côté des écosystèmes où on va labourer pour produire et extraire de quoi faire toutes ces marchandises. Il y a toujours quelqu'un qui trinque. **Individuellement mais surtout collectivement, comment fait-on pour avoir des modes de vie qui ne nuisent pas à autrui ?**

La dernière notion est celle « **de la dignité du présent** ». Je suis très engagée d'un point de vue social depuis une dizaine d'années et je dois dire que plus le temps passe et plus l'état des lieux s'obscurcit. On ne remporte pas beaucoup de victoires, on a l'impression d'avoir un rouleau compresseur face à nous. Pendant ce temps, on continue à voir la précarité s'aggraver, à voir des trajectoires en matière de réchauffement climatique de plus en plus alarmantes à chaque nouveau rapport de scientifiques. Il me semble important de combattre un effet de sidération et défaitiste que je commençais à entendre notamment dans le milieu écologiste où on commençait à se dire, c'est foutu. Quoi qu'on fasse. **La dignité du présent vient un peu servir de béquille à ces moments de doute qu'on a en tant que militants**, en se disant que tout ce qu'on fait dans l'éducation populaire, dans le mouvement social, dans les manifestations ou quand on bloque des chantiers, on ne le fait pas uniquement en pariant sur des victoires futures, **on le fait aussi parce que ça nous semble juste de le faire ici et maintenant**. C'était donc de compléter l'idée de victoire future avec la notion de dignité du présent, des combats valent d'être menés pour se regarder dans la glace et être là où il faut dès aujourd'hui et sans nécessairement attendre le monde d'après dont on entend parler.

Dernière chose, il y a **cette idée d'archipels et de rhizomes**, empruntée à [Edouard Glissant](#). Cette idée d'archipelisation, c'est dire qu'aujourd'hui en réalité, des îlots de résistance, des collectifs, où s'inventent d'autres manières de s'inventer, de s'organiser, de consommer, tous ces lieux, ces espaces fonctionnent comme des îlots, il ne sont pas toujours fédérés, pas toujours en lien et même souvent dans des rapports polémiques sur les différentes stratégies à adopter. Ceux qui pensent qu'il faut des actes individuels, ceux qui pensent qu'il faut des actes collectifs, ceux qui se revendiquent de la révolution et ceux qui préfèrent parier sur les petits pas. Il y a plein de stratégies différentes. On a eu des débats sur « violence, non violence » en lien avec la réforme des retraites, les manif des gilets jaunes, mais aussi l'action climat et la question de désobéissance. Et l'archipelisation, c'est dire qu'on a besoin de cette diversité de tactiques, parce que tout le monde n'a pas les mêmes opinions politiques, les mêmes conditions d'existence, la même possibilité d'être actif sur le terrain avec des niveaux de confrontation de plus en plus compliqués, notamment avec les violences policières. On a besoin de tout le monde, qui tire dans le même sens, avec une stratégie coordonnée. **Et cette**

idée d'archipel, c'est de dire qu'on a pas besoin de former un continent, d'être tous au même endroit, avec le même mot d'ordre pour faire nombre. On peut inventer d'autres manières d'avoir des rapports de force qui ne nous obligent pas à rentrer dans une case qui serait le plus petit des dénominateurs communs de tous ces collectifs qui coexistent.

Mylène Douet-Guérin

Pendant ces périodes de confinement et de déconfinement, individuellement nous n'étions pas tous au front comme premiers de corvée. Collectivement, les luttes, les libertés individuelles ont été mises à mal ou on dû se réinventer. On a alterné entre infantilisation d'attente des annonces gouvernementales et espoir que le « monde d'après » change pour se rendre compte que les heures qui viennent vont être de plus en plus difficiles, du point de vue du droit du travail bafoué par exemple. **Avez-vous des pistes de réflexion pour se relever collectivement de ces chocs ?**

Corinne Morel Darleux

Pendant ce confinement, je me suis investie dans [Covid entraide](#). C'est une plateforme d'auto-organisation, avec des groupes locaux qui existaient déjà ou qui se sont montés à l'occasion de la pandémie et du confinement sur des principes d'entraide et d'auto-organisation qui me paraissent de plus en plus intéressants. Concrètement, une des choses qui est apparue au grand jour, c'est **l'incurie des pouvoirs publics**. C'était incroyable d'entendre les discours présidentiel et ministériels qui se contredisaient, d'avoir couru après les masques pendant des semaines, avec des ordres et des contre-ordres, des consignes contradictoires, on a vraiment eu l'impression de nager dans l'absurde une grande partie du temps. **Face à cette incurie, l'idée de l'auto-organisation est montée de plus en plus, souvent dans l'urgence**. Il y a eu les brigades de solidarité populaire, la réquisition du Macdo à Marseille, il y a plein de choses qui se sont faites souvent en lien avec les associations sur le terrain déjà engagées dans des distributions alimentaires par exemple. Il y a de plus en plus le fait de ne pas juste demander au gouvernement d'agir et à un moment donné de se dire qu'on est en possibilité d'agir sur certains points. On ne peut pas répondre à tout sur l'auto-organisation. Mais il y a des choses sur lesquelles finalement quand on s'organise entre nous, c'est plus rapide, c'est plus efficace et ça se fait, plutôt que de faire une pétition pour en appeler à Emmanuel Macron. C'est un vrai sujet de débat, parce qu'il ne s'agit pas de remplacer ou de servir de palliatif aux responsabilités de l'Etat qui est censé être garant de la solidarité nationale, des services publics, etc. **Il ne s'agit pas d'organiser de la charité comme cela a été fait par le gouvernement en relayant des appels aux dons privés alors que ça relève de son budget et qu'il peut s'attaquer autrement à la question de la fiscalité. Il s'agit de voir**

comment on peut s'émanciper de cette dépendance aux pouvoirs publics et qui pourrait s'organiser et développer une culture de l'entraide sérieusement mise à mal ces dernières années et qui a montré plus que jamais sa nécessité.

En lien avec la question du sport telle que vous la portez me semble t'il, sur ces questions d'environnement de climat, de biodiversité, aujourd'hui les rapports existent, les études on ne sait plus où les ranger, des indicateurs, des chiffres, des dates, des courbes, on en a plein les placards. Le problème c'est que tout ça s'adresse aux cerveaux, et ce qui manque aujourd'hui c'est de s'adresser au sens, et à l'entièreté des personnes qui ne sont pas juste un cerveau sur deux jambes. On a un cœur, des tripes, des veines, on est dans une société qui ne s'adresse plus aux sens des personnes, on a mis de côté la dimension corporelle aussi. **Beaucoup d'habitants vivent dans des lieux bétonnés, coupés de la nature, qui ne voient plus défiler les différentes saisons. Il y a un enjeu sur la question du plein air, des sports de pleine nature et de la manière dont on réintègre nos corps en tant que partie de ces écosystèmes qui sont en train d'être ravagés à grande vitesse aujourd'hui.** Tant qu'on ne se sentira pas faire partie de ces écosystèmes, on aura du mal à faire bifurquer cette trajectoire qui nous envoie droit dans le mur. Il y a un travail à faire du côté des fédérations sportives et de l'éducation populaire, que ce soit du côté de l'enseignement ou des pratiques de loisir. Ce n'est pas ma spécialité, mais j'ai cette intuition de manière très forte. C'est extrêmement important. On ne peut pas se contenter d'écrire des livres, il faut faire avec tout le reste de ce dont on est.

Emmanuelle Bonnet Oulaldj

En tant que fédération sportive, on peut en effet être inquiet car le sport ne sera pas considéré comme une priorité. Or, justement **il y a un réel enjeu d'émancipation et de droit au sport pour tous parce que le sport et les activités physiques sont un réel enjeu d'appropriation de son corps et d'émancipation.** C'est la raison pour laquelle, nous disons qu'il ne peut pas y avoir de sport pour tous dans une société qui n'est pas pour tous. En d'autres termes, s'il n'y a pas de droit au logement, à l'éducation, à la santé, il ne peut y avoir de droit au sport. On veut chercher les moyens de résister et cette introduction starter était très à-propos. Nous avons également associé trois autres militants aux investissements associatifs différents qui vont nous apporter leurs éclairages sur les conséquences qu'ils perçoivent de cette crise sanitaire, sociale et économique aujourd'hui pour la vie associative, la population.

Je vais d'abord donner la parole à Gilles Rouby, Président du Collectif des Associations Citoyennes (CAC). Corinne a fait référence à l'entraide et aux services publics, cela fait pour

moi écho aux travaux de Jean-Louis Laville sur l'associationnisme, que le collectif du CAC connaît bien.

Gilles Rouby, Président du Collectif des Associations Citoyennes (CAC)

Je n'aurais pas la prétention de traduire le travail de Jean-Louis Laville. Je vis près du Mans, et un des effets de cette période, c'est la découverte des outils de la visioconférence. Cela permet aussi de répondre à une question, comment peut-on être un acteur de réseau national, quand on habite à l'autre bout de la France ? La rencontre physique est indispensable, rien ne la remplacera, mais ce nouveaux outils vont nous aider. Je dis ça, parce qu'au niveau du collectif des associations citoyennes on est en lien vous le savez avec beaucoup de réseaux, la FSGT, les [MJC](#), les [foyers ruraux](#), les acteurs culturels à travers [l'UFISC](#), les acteurs de l'économie solidaire. Et ne ce serait-ce qu'avec ma MJC au Mans, une chose qui est revenue énormément ces derniers temps, c'est de se sentir utile, essentiel à l'avenir du pays. Cette idée de se dire que partout, par de multiples petits actes de solidarité organisée ou seulement en continuant à tisser du lien avec des habitants du milieu rural, porter de l'aide, se porter volontaire, rien que faire déjà ce que font les associations au quotidien, sans parler de cette période. **Cette idée, vue de la part de beaucoup de copains sur toute la France, se dire "on a fait un truc dingue pendant cette période là", c'est bien souvent invisible, qui ne se voit pas, c'est surtout cette idée que tout ce que porte ces associations que l'on appelle associations citoyennes apporte à la société mais ont cette idée qu'on ne les entend pas. Elles sont inaudibles.** |

Il y a une politique d'Etat qui transforme les acteurs associatifs, on nous appelle les acteurs de terrain pour répondre à des appels à projet, mais qu'on ne sollicite plus pour discuter, échanger et construire des politiques publiques. C'est vraiment une caractéristique qui nous paraît importante et pour reprendre une expression utilisée dans la tribune [« Plan de relance, ignorer ou réinventer les associations »](#) avec Jean-Louis Laville, on parle de « démocratie ascendante. » Ce n'est pas inintéressant de penser qu'on envisage souvent de construire des « choses » **dans des logiques descendantes**. Par exemple, je n'ai absolument rien contre, mais un appel comme "Plus jamais ça" porté par Attac et des réseaux associatifs, l'air de rien, est un appel programmatique qui énonce des grandes choses mais qui ne donne rien du processus qui est à construire après. Il va être à venir. On pose déjà les éléments d'un programme et comment on va se mettre ensemble pour les réaliser. Ce sont des questions à prendre en compte aujourd'hui et auxquelles les associations locales sont très sensibles. Comment on existe dans la société ? Comment se faire reconnaître pour être des acteurs majeurs et pas des gens à qui on juste va proposer des appels d'offre et des dossiers à remplir ? A tel point qu'on ne veut plus de subventions, passer du temps à faire de l'administratif et devoir rendre des comptes. Il y a un côté désenchantement.

Notre collectif des associations citoyennes, on aura l'occasion avec la FSGT de le reconstruire ensemble, a dix ans d'histoire, **correspondant à l'institutionnalisation de la marchandisation du secteur associatif avec la circulaire Fillon**. Si on fait un retour sur ces 10 ans et cette notion de chemin parcouru, de tout ce que l'on peut encore construire pour porter une parole dans la société, on se rend compte que le CAC finalement n'a pas de sens à exister seul, il n'a de sens à exister que si à un moment il y a un vrai collectif qui agit en collectant des paroles multiples.

Pour prendre par exemple avec un domaine que vous connaissez mieux que moi, le sport, on a une illustration parfaite de ce que sont les politiques d'Etat dans le sport. On les a analysées comme vous le savez avec le rapport [Action Publique 2022](#) produit par des énarques et la Banque Rothschild, auquel aucun acteur associatif ni syndicaliste n'a été associé et dans le domaine du sport, tout ce qui est annoncé pour 2022, c'est la séparation du sport pour tous et du sport de haut niveau avec la création d'une agence du sport de haut niveau. Je citerai la phrase dans le rapport : "la création d'une telle agence pourra conduire à s'interroger sur le maintien d'un Ministère des sports de plein exercice". On voit bien à travers ce rapport que dans tous les domaines, de la jeunesse notamment aussi, ce sont les politiques publiques mises en œuvre aujourd'hui. **Il est important de les lire, de les décrypter, d'alerter, de les rendre conscientes. Car le grand jeu des personnes aujourd'hui qui dirigent ce monde, c'est de les rendre inconscientes, en les disséminant dans des lois différentes avec des éléments qui transforment littéralement la société.**

Je vous invite également à lire le [rapport sur la philanthropie](#) que viennent de publier deux députés. Il faut le lire. Il y a 100 pages. On se doute bien que les mécènes, les philanthropes, vont davantage investir dans le sport de haut niveau demain que dans le sport pour tous. **Ce rapport dit que la philanthropie c'est de l'agent privé à destination des politiques publiques. Nous on dit que c'est de l'argent public, puisqu'il y a 70% de défiscalisation, de réduction d'impôts, c'est de l'argent public qui sert à privatiser les politiques publiques sur des segments choisis par le secteur lucratif.** Ce qu'on dit sur le sport, on peut l'analyser sur le champ de la jeunesse et des politiques éducatives. A travers la mise en place du [Service National Universel \(SNU\)](#) ou les [vacances apprenantes](#), le gouvernement déconsidère la qualité des colonies de vacances et leur richesse du point de vue de l'éducation populaire, à travers le sport, les loisirs, la culture, etc. et de la richesse apportées aux jeunes. Et bien non, on dit, "on va enfin offrir de vraies colonies apprenantes". Il y a toute une terminologie derrière qui est de l'ordre de l'acceptation et faire qu'effectivement, petit à petit, on met le doigt dans de l'eau qui finit par bouillir, parce qu'on se rend pas compte qu'on finit par se brûler. On s'habitue à cet environnement.

Actuellement, on nous met dans un environnement qui va devenir inaccessible pour les associations. C'est tout le secteur associatif qui est remis en cause à travers cette question de la marchandisation, née sous l'égide des politiques européennes, l'appel à une concurrence libre et non faussée, la réglementation du droit aux subventions, toute cette bataille qu'il a fallu mener pour faire reconnaître un secteur non économique d'intérêt général pour le secteur associatif. Tous ces éléments, on les retrouve de plus en plus prégnants sur des questions telles que l'impact social, les fonds se dirigent vers un nouveau capitalisme, appelé l'entreprenariat social, on va donner du sens à la productivité avec des grosses structures qui se construisent avec des financements venant des fondations, des experts qui viennent de tous les milieux sauf de l'éducation populaire. **Dans le domaine privé, les rapports qu'on peut attendre de la lucrativité sont de 1 à 2 dans l'industrie, en matière d'éducation les études montrent qu'il peut y avoir un retour sur investissement de 1 à 7.** On va donc ouvrir les marchés de l'éducation à des entreprises associatives. C'est au regard de ça que se joue l'avenir du sens et du projet que les associations portent sur les territoires. Quand on parle d'associations citoyennes, au bout de dix ans de création de notre collectif, on se rend compte que **renouer avec une éducation populaire politique est un enjeu pour agir sur la société, la comprendre et la transformer.** Les multiples initiatives que l'on retrouve par exemple dans le ["transiscope"](#), Ce n'est pas seulement une addition d'actions citoyennes, c'est un sens profond de ce qu'on veut pour cette utopie d'après.

S'il y a dix ans, on a travaillé sur la circulaire Fillon, on travaille aujourd'hui sur la question de la lucrativité dans le domaine social. Le gouvernement parle d'économie sociale et inclusive. Le mot solidarité disparaît. Soit on est dans des politiques d'accompagnement, parce qu'on est sollicités localement à des commissions pour créer un fonds associatif, on parle de 30 millions pour utiliser la réserve du SNU qui n'a pas été utilisée. Depuis 2014, du côté du CAC, **on parle d'une politique structurante et on parle d'un minimum d'1 milliard pour le secteur associatif, dans toutes ses composantes.** Ce milliard est un minimum pour redonner de l'espoir aux acteurs du terrain. Et ce milliard, on ne peut pas l'avoir en allant taper aux portes du Ministère. Je ne suis pas aussi courageux que [extinction Rébellion](#) pour aller m'accrocher à des grillages. Je crois beaucoup à la notion de rapport de forces.

On a cette intime conviction **de redonner la troisième jambe absente de la société civile** qui s'est construite à un moment autour de la force des partis politiques constitués comme des forces capables de diriger une société, de la force syndicale et revendicative pour défendre, proposer et construire, et à côté toute la dimension citoyenne de la société civile, alors pas celle de la finance, mais bien celle des acteurs de terrain qui font la société, elle n'existe plus comme force politique. Elle a un peu disparue et aucun d'entre nous n'a la légitimité pour la reconstruire comme telle. Nous allons nous confronter à cette question entre septembre et décembre dans un séminaire qu'on est en train de monter à Villarceaux pour construire ensemble. **Comment faire naître cette conscience entre nous d'une dimension**

nécessaire pour libérer nos actions du quotidien. Comment on peut avoir une voix collective au Ministère ? Comment avoir une voix collective pour une utopie qui existe au quotidien mais qui est affaiblie en permanence ? Je crois que le CAC peut être une plateforme pour poser ces enjeux ensemble. La présence de la FSGT est extrêmement importante, car ce n'est pas souvent que les acteurs du sport, de la culture, de la jeunesse peuvent parler ensemble. Concernant le SNU par exemple on travaille avec 13 organisations de la jeunesse, et il faut être fort.

Emmanuelle Bonnet Oulaldj

Merci beaucoup pour ce plaidoyer en faveur des associations citoyennes. Gilles a évoqué la volonté d'ouvrir l'éducation au marché. La FSGT n'est pas favorable au dispositif [Sport Santé Culture Citoyenneté \(2S2C\)](#) qui selon nous pour palier à une situation exceptionnelle liée au Covid et à la reprise de l'école risque de se pérenniser au détriment de l'enseignement de l'EPS et qui peut ouvrir l'école à un marché du sport. Je donne la parole à Ludovic Trézières pour nous livrer son analyse.

Ludovic Trézières, délégué UFOLEP de l'Île de France

A l'UFOLEP, on parle de délégués sur les territoires, nous sommes des élus permanents, un peu comme les co-présidents à la FSGT. Chacun a son histoire dans son mouvement. Je fais partie des dinosaures, car la Ligue de l'enseignement fonctionnait avec beaucoup de détachés à une époque. Beaucoup de politiques de droite sont passés là-dessus, les statuts de détachés, ou de mise à disposition, ont disparu et je suis un des 4 ou 5 qui restent et qui coûtent une fortune à notre fédération et qu'il convient d'arriver à financer encore quelques temps. Effectivement, comme je l'ai dit, on est le secteur sportif de la Ligue de l'enseignement. C'est un mouvement d'instituteurs à l'origine qui prônait une éducation citoyenne, laïque et le sport en faisait partie et l'UFOLEP s'est créée sur ces bases là.

Nous avons fait un certain nombre de constats depuis le mois de mars, on a découvert tout un tas de gens qui gravitent et qu'on entend. On a entendu **les utilisateurs** du sport, je ne vais pas les mettre dans l'ordre, ceux qui en font et qui ne s'occupent pas forcément du reste. on a **les bénéficiaires**, ceux pour qui le sport est arrivé là comme une "prestation" et nous intervenons pas mal dans ce secteur là avec le samu social, les femmes victimes de violences, à travers des actions en direction d'un public pour lequel le sport est un levier ou pré-levier à une insertion professionnelle. Quelqu'un qui n'a pas de qualifications a intérêt à avoir une compétence physique notoire pour déplacer des charges lourdes dans des grands magasins le cas échéant, et si on a pas de conditions physiques, pas de qualifications, on a pas d'emplois. On a **des adhérents**, on ne les a pas entendus, il se sont fait d'une discrétion absolue. On a

des militants de circonstances capables de s'élever sur tout et contre tout au grès du vent. Qui n'a pas entendu que demain serait différent. On a bien vu que demain, c'est aujourd'hui et que tout le monde fait la queue devant Nike Store pour acheter les dernières baskets. On a les **gigoteurs**, c'est une catastrophe parce que ça pourrait le département, la région, l'Etat de partout. C'est la naissance d'appels à projets pour lesquels il faut des moyens et qui changeraient le monde que l'on nous promet. On a eu des **amuseurs** qui ont occupé les médias, ça n'a pas fait pas de mal et ça a donné un autre caractère au sport, on a oublié la seule hyper-performance d'athlète, auto-entrepreneur de leur image, on a découvert les prophètes, très nombreux à imaginer que demain serait forcément différents, que les pratiques changeraient tout. On a découvert des rebelles. Et puis, c'est le dernier, ce sont les **clients**. Parmi nos adhérents, un bon nombre n'étaient que clients en faisant un ratio lamentable pour dire j'ai payé tant pour l'année, j'ai eu tant d'entraînements, tant d'heures, de conditions et finalement vous me devez un certain nombre d'euros pour que je vous fasse l'honneur de redevenir adhérent de votre association. Voici un repérage de nos acteurs de terrains.

Par ailleurs, **aucune de nos associations ne nous a fait remonter de difficultés économiques, au contraire, elles sont plusieurs à nous dire qu'elles s'en sortent pas mal**. Même celles qui ne sont pas employeuses, car elles n'ont pas pu organiser certaines manifestations qui coûtent. Les subventions ont été versées. Elles pensent finir l'année sans difficultés. Elles ont juste un doute sur la rentrée prochaine. Au delà des utilisateurs du sport, de ceux qui le pratiquent, on est entré en relations avec les services et les collectivités, on a découvert un besoin de prouver leur nécessité et leur utilité. Et plus elles ont voulu le prouver, plus elles ont réussi à faire du tout et du n'importe quoi. Effectivement, on a les municipales avec le second tout qui laissait une place non négligeable au clientélisme. On a les conseils départementaux qui sont éligibles dès l'année prochaine, ils ont été prêts à tout montrer, on a un conseil régional qui a voulu montrer qu'il était un contre-pouvoir non négligeable à la politique d'Etat. Il a montré qu'il pouvait mobiliser des moyens, de mettre en œuvre des actions et réactions plus près des citoyens et un Etat où Jupiter a montré ô combien il était utile d'avoir un Etat, un Etat providence. Mais pour qui ? En tout cas, la providence pour nous on va essayer de mettre en chose une évidence une chose réussie, une solution de préservation de l'emploi avec la mise en place du chômage partiel assez exceptionnelle qui va permettre à beaucoup de structures de résister. C'est le seul point positif.

Cette période a par ailleurs a confirmé que le sport est nécessaire et qu'il est plaisir, tout un tas de gens ont redécouvert le sport, qu'il est utile, il a permis de conserver l'état de santé physique et mental, et finalement émancipateur quand il a été bien mis en place. **La résultante que nous identifions est une tendance à avoir des actions et des réactions plus pour les visibles et les audibles que pour tous les autres. Ceux qui n'avaient pas les moyens de bouger sont restés chez eux, ceux qui avaient les moyens de bouger ont**

pu sortir assez aisément. On s'est retrouvé dans des situations absurdes avec des allocataires du RSA, ou en CHRS de faire du sport dans des chambres de 4 m² où ils étaient trois.

Voilà comment on a fait l'analyse de cette période, on a mis en avant le gigotisme et les gigoteurs, et on pense que **cette période là peut donner du sens à l'impôt et à la solidarité.** Finalement, on explique toujours qu'il faut moins payer d'impôt et dans cette période de crise on voit bien à quoi l'impôt peut servir et je trouve dommage qu'on ait pas mis en évidence le sens qu'il a. On pense à la multiplicité des bénéficiaires. Si on avait pas de fonctionnaires, on aurait eu personne pour s'occuper des hôpitaux, du mieux vivre ensemble finalement.

Emmanuelle Bonnet Oulaj

Merci beaucoup. C'est une bonne transition avec Abdel. Le Secours Populaire n'a pas arrêté, et a commencé d'ailleurs sa campagne de collecte de fournitures scolaires pour la rentrée. Les bénévoles étaient présents ces derniers dans les supermarchés. Le Secours Populaire Français avec les Céméa et la FSGT ont engagé un projet commun pour celles et ceux qui ne vont pas partir en vacances. A ton tour, de nous donner l'analyse du SPF sur les conséquences de cette crise sur la population et les besoins nouveaux qui vont en découler.

Abdel Ghazy, Secrétaire Général de Paris du Secours Populaire Français

Je suis Secrétaire Général de la fédération de Paris du Secours populaire. J'apporterai donc un témoignage de la fédération de Paris, et du terrain car j'y étais présent pendant tout ce confinement.

On a pas arrêté. Dès le lendemain de la décision du confinement, on a du revoir tout notre système d'aide matérielle parce que l'urgence réelle était l'aide alimentaire. **On a eu plus de 45% de demandes supplémentaires, c'est un chiffre parisien mais également national,** avec des colis qui venaient de partout. La première semaine du confinement, on était très peu sur le terrain. Beaucoup ont eu du mal à se retourner facilement. **Nous avons reçu plus de 1000 candidatures spontanées de bénévolat.** C'est plutôt une bonne chose qu'il faudra retenir pour la suite et du travail qu'on va mener sur l'engagement. Les services de l'Etat, de la ville aussi ont mis plus du temps, avec la mise en place du télétravail qui a chamboulé l'organisation de chacun. Heureusement que certaines associations comme la nôtre était là pour mobiliser rapidement des moyens humains, matériels et financiers. En sachant qu'on a en parallèle pas mal de soutien de la Mairie et de mécènes privés qui nous ont aidé à tenir sur la distance. **Il y a eu un nouveau public, des personnes qui travaillent ponctuellement, les auto-entrepreneurs comme Uber qui n'avaient pas de rentrée d'argent et qui ont dû**

faire appel à nos services, on a travaillé avec le samu social pour livrer des repas, 1300 repas quotidiens livrés du lundi au samedi grâce à la mobilisation de restaurateurs qui ont offert des repas gratuits pendant tout le confinement, et ce jusqu'au 15 juin dernier.

Une formidable mobilisation qui a mis en lumière le fait que les inégalités étaient plus impactantes pour notre public. Les gens n'avaient pas les moyens de se procurer les produits alimentaires de première nécessité, il y a également **la fracture numérique** avec beaucoup d'enfants n'ont pas pu suivre les cours normalement. Un nombre important d'enfants qui dans cette période de confinement étaient complètement déconnectés de la scolarité, avec des conséquences pour les mois à venir. Des bénévoles ont fait de l'accompagnement scolaire et ont réussi à maintenir un lien avec les enfants et les familles, même si c'était compliqué. On a beaucoup entamé nos stocks alimentaires. Nous sommes en période de négociation avec l'Europe concernant le [Fonds d'Aide aux plus démunis](#), qui est un fond d'aide à destination principalement des 4 grosses associations françaises que sont la Croix Rouge, les Restos du cœurs, la Banque alimentaire et le SPF. Une renégociation est en cours concernant ce fonds qui est débattu et qui sera voté en fin d'année. Si ce fonds diminue, cela aura des conséquences directes sur les associations comme la nôtre. Il y a un risque de précarisation de notre public. Il y a des combats que l'on essaie de mener partout.

L'urgence aussi ce sont aussi les vacances. Certains en seront privés. Notre objectif est de permettre à un maximum de personnes de partir, mais le contexte et les modalités sanitaires qui ont été décidées très tardivement n'aident pas. **Certains organismes ont jeté l'éponge il y a quelques semaines parce qu'ils ne pouvaient pas répondre aux exigences demandées.** Ce sont des places en moins pour faire partir des enfants. Cela a des conséquences catastrophiques. Même s'il y a eu des décisions cette semaine qui vont dans le sens de relâcher les règles, le mal est fait et ça va être compliqué pour nous de les retourner. Même si nos équipes font le maximum.

C'est pour cette raison que nous avons envisagé assez tôt des opérations avec la FSGT et les [Céméa](#) cet été, des alternatives. Ne sachant pas trop quelles seraient les conditions sanitaires, on a imaginé plusieurs scénarii et on a pu mettre en place **des journées bonheur ou vacances pour 1500 à 2000 participants sur les mois de juillet et août**, avec des sorties quotidiennes culturelles et sportives, ou pour aller à la mer. Il y a d'autres dispositifs existants. Je rencontre une association prochainement qui agit dans le cadre du [dispositif VVV](#) pour travailler en bonne intelligence et qui touche des quartiers politique de la ville et pour qu'on puisse s'associer pour offrir autant que possible des moments d'évasion pour des personnes qui ne vivent pas dans des conditions faciles, et pour qui le quotidien est compliqué. Offrir une bulle d'air. Septembre arrive vite. On collecte des fournitures scolaires qui seront distribuées fin

août pour 500 familles. **Un été qui va être encore plus compliqué avec de probables fortes augmentations des demandes d'ici septembre.**

Emmanuelle Bonnet Oulaldj

Merci beaucoup. **La précarité va exploser**, ce n'est malheureusement un secret pour personne. les plans sociaux sont en œuvre. Air France, Renault, toute la presse par exemple est concernée. L'Équipe qui a un trésor de guerre mais qui met en avant la baisse des ventes suite à l'arrêt du foot, va engager des licenciements. Il y a tout le prêt à porter, Camaïeu, Yves Rocher, tous ces commerces qui envisagent des plans sociaux, Derichebourg sur l'aéronautique. La liste est longue. Il n'y a pas d'alternative dans les mois à venir. Et les fédérations sportives telle que la FSGT, l'UFOLEP, les fédérations affinitaires vont être touchées, car nos adhérents sont d'abord dans les milieux ruraux ou populaires, et même si nous pouvons être une alternative à des fédérations plus chères d'accès ou aux structures marchandes, nous serons tout de même impactés. Nos adhérents les premiers, c'est inquiétant.

En appui sur toute vos interventions, on peut noter que d'une part les besoins sociaux vont exploser, que par ailleurs et c'est plutôt rassurant, il y a un engagement qui lui aussi explose dans cette période. **Il y a une volonté et un besoin de donner du sens à sa vie dans la société, il y a une volonté de coopération des institutions à l'image de ce qui se fait aujourd'hui et ce qui se fait sur le terrain.** La difficulté va être de faire face au rouleau compresseur et à cette difficulté que parfois on peut ressentir parce que c'est trop pesant, trop lourd, il y a une forme de renoncement. On est issus d'organisations qui savent s'adapter, innover pour répondre aux besoins nouveaux de la population qui vont émerger ou se confirmer.

Je vous propose un temps d'échange, et d'axer vos interventions sur la coopération et ce qu'il faudrait faire ensemble ou avec d'autres dans les mois, années à venir.

Ludovic Trézières

A propos de la coopération, des postures communes et de la réponse aux sollicitations des partenaires politiques, je n'ai pas réponse, c'est de savoir **comment on peut être cohérent entre notre objet social et la nécessité de faire vivre nos structures en acceptant tout ou partie des sollicitations que les collectivités territoriales nous font.** Particulièrement en Ile-de-France où l'on est confronté à un Vice-Président un peu particulier, qui interpelle fortement les associations comme les nôtres et les actions que l'on peut mener pour eux.

David Cheveu, comité de Paris FSGT

Je trouve intéressante l'idée d'archipel et de faire en sorte que ces différents îlots de résistance se connectent. L'image des rhizomes est jolie, **comment dépasser les petits désaccords ou polémiques qui sont des vrais freins et qui nous empêchent d'être unis, de faire corps là où sur le fond nous sommes d'accord.** Si on prend l'image d'archipels, parfois on dirait même des presqu'îles, mais pour autant cela tend vers le même mouvement, la même idée et comment on peut arriver à dépasser des petits polémiques qui nous empêcheront d'avancer et qui font qu'on reste séparé et qu'on est moins efficace. Ce moment est extrêmement efficace pour s'unir et mettre ensemble des moyens pour avancer. **On voit bien qu'il y a des formes de résistance énorme et qu'il faut avoir un coup d'avance. C'est là dessus qu'il faut essayer d'avancer et penser plus larges. Ce sont des résistances internes qui font qu'on bloque sur certaines choses et qui ne sont pas importantes au regard des enjeux communs que l'on peut porter.**

Mylène Douet Guérin

Corinne disait qu'elle est conseillère de la Région AURA de l'opposition. Récemment, elle a écrit un article pour [Reporterre](#) où justement elle explique comment la région arrose les stations de ski l'hiver. Par rapport aux missions FSGT que j'ai, je suis les activités de plein air, la montagne, la randonnée, je trouve qu'il y a une carte à jouer pour faire un pas en plus sur la réflexion politique. Il y a aussi une carte à jouer sur une autre de mes missions sur l'enfance à la FSGT sur l'expérience et l'approche de la nature. **On essaie de réfléchir sur l'intérêt pour nous à une appropriation par les enfants à la nature pour ensuite chercher à la protéger. C'est dans une perspective globale de luttes sociales, écologiques et politiques qu'on arrivera peut-être à bouger les choses et en tout cas à étendre les racines du rhizome.**

Farid Bensikhaled, comité Val-de-Marne FSGT

Comme Ludovic, cela fait longtemps que je suis dans la FSGT et dans un club FSGT. Le point de vue que je vais émettre, c'est une tentative d'analyse et de propositions. Je partage pas mal de choses qui ont été dites, mais je pense aussi que **le système associatif, qui se revendique de l'éducation populaire, a une part de responsabilité.** On a été instrumentalisé par toutes les logiques expliquées par Jean-Louis Laville. On a produit de la prestation de service, par exemple en développant dans nos clubs des prestations de service avec un encadrement professionnel qui ne se pose pas la question d'associer les adhérents et

qui a pour conséquence une augmentation des tarifs. On a créé des des "adhérents clients", pour reprendre l'expression de Ludovic, qui réclament maintenant des remboursement de cotisations.

On est étouffés, on a la sensation d'être isolés chacun dans notre coin, la notion d'archipels et de rhizomes est à travailler, mais pour re-développer de l'archipel, il faut pouvoir se dégager des tâches de gestion qui nous ont bouffé depuis 15-20 ans. On a été obligé de gérer les dossiers de l'ex CNDS cette année, à la place des services publics de l'État. On a eu du temps cette année avec le confinement et l'annulation des initiatives, mais l'année prochaine ça va être difficile parce qu'il va falloir discuter à nouveau. C'est un transfert de charges sans transfert de moyens, et en même temps on est obligé de le faire car ce sont des moyens publics, et sans ces moyens, c'est difficile pour nos clubs.

Il y a des repères idéologiques qui ont été effacés en 25 ans. A tel point que le Président de la République peut dire "il y a des dettes, mais on ne va pas augmenter les impôts". Ca passe comme une lettre à la poste. Quand je parle d'idéologie, ce sont les rapports droite, gauche, le communisme **au sens du vivre et du faire ensemble**. Que peut-on faire nous ? Je me souviens de la formule de René Moustard qui nous racontait l'histoire de la grenouille enfermée dans une jatte de lait qui à force de se débattre avait fini par produire du beurre et de s'échapper. La morale c'est que quand c'est compliqué, il faut continuer à le faire, et le faire mieux. **Moi, j'ai envie aujourd'hui, de me recentrer sur le cœur de notre projet, réaffirmer notre fonction et notre utilité, il y a un socle commun de l'éducation populaire, c'est la définition faite par Martine Barthélémy. Elle avait travaillé sur les questions de vie associative et de Loi 1901, elle avait dit que la première fonction est de répondre aux besoins qui ne sont pas satisfaits ni par le marché ni par le service public, la seconde fonction c'est d'associer les adhérents, les pratiquants, de former les consciences et de construire de la citoyenneté et de la solidarité, la troisième est de revendiquer des moyens publics, une autre manière de faire de la politique. On a besoin de faire de la politique autrement.**

Vis à vis de nos adhérents et des institutions, j'ai envie de réaffirmer ces fonctions. Ensuite, il y a la question de la coopération. On aurait intérêt, le CAC et d'autres, à participer aujourd'hui à **la définition de l'intérêt général et de l'utilité et des réponses qu'on est capable d'apporter aux besoins. On a besoin aujourd'hui de revendiquer d'abord du service public, et plus d'Etat d'abord au nom de l'intérêt général. Que peut-on faire dans les 5-10 ans à venir, face à la stratégie du choc, il faut continuer à battre le beurre.**

Gilles Rouby

Je voudrais revenir sur cette notion d'archipel et de rhizome. Il se passe beaucoup de choses intéressantes dans beaucoup de secteurs qui ont une philosophie proche, qu'on peut appeler éducation populaire, économie solidaire, on a de la proximité philosophique, idéologique. Je suis gêné par la notion de rhizome, j'avais des bambous chez moi je viens de passer une semaine à les enlever, qui donne la vie mais de manière disparate et qu'on ne maîtrise pas. **L'idée fondamentale pour moi dans l'archipel, ce n'est pas celle du rhizome mais de la pirogue.** Il faut se déplacer et être volontaire pour monter dessus. Et que quelqu'un dise, moi je sais ramer, je suis capable de vous emmener dans l'île d'à côté. **Cette notion de pirogue a pour enjeu essentiel de créer de la connaissance.** Quand on est acteur du sport, je suis arrivé en tant que joueur d'échec bénévole et à la MJC et j'ai découvert le théâtre, l'art contemporain, le débat d'idée, plein de choses parce que des personnes m'y ont emmené pour comprendre ce qui me plaisait ou ne me plaisait pas, quelles sont mes émotions, etc. La notion de pirogue a cette fonction fondamentale, il se passe quelque chose à côté, on va prendre un petit peu de temps et on va voir ce qui s'y passe.

Aussi pour apporter ce qu'on fait dans notre propre île. Edgar Morin, dit "il faut avoir un peu d'hospitalité pour les idées de l'autre", et **c'est intéressant de se dire qu'il faut parfois se décentrer de son propre centre d'intérêt pour voir avec les autres ce que l'on a en commun.** Au sein du CAC, on se rend compte qu'on a une même architecture et que les difficultés dans lesquelles on est, les autres rencontrent les mêmes. Combien de fois je suis allée dans la Sarthe rencontrer jeunesse et sport pour la MJC et qu'on me titillait sur les foyers ruraux en nous mettant en concurrence sur la subvention par exemple. A un moment, avoir ces embarquements communs et se poser pour échanger, c'est intéressant. De ce point de vue là, on a élaboré une carte mentale du « monde d'après », elle est censée identifier quels sont les multiples scénarios qui se posent pour mieux comprendre. Comment regrouper des affinités ou comment certaines choses qui se dégagent. Avec Nicolas Hulot par exemple qui se retrouvent dans différents appels, comment les réseaux s'organisent.

Dans la MJC, j'ai toujours défendu l'idée qu'on a encore rien fait en matière d'éducation populaire quand on a 700 adhérents. **L'éducation populaire ce n'est pas les faire pratiquer des activités, mais c'est ce qu'on fait avec les personnes qui de manière libre et consciente viennent pratiquer une activité.** On se rend compte que les gens ne viennent pas par hasard. Ils viennent parce qu'on a une philosophie, une éthique, qu'il s'y passe des choses, qu'on a de l'attention, on permet des parcours, de la pratique sportive à la pratique culturelle, comment on travaille avec des jeunes sur un quartier également avec les habitants de différents clubs, jardins partagés, etc. Notre éducation populaire commence dans nos pratiques. On est toujours dans une fédération du faire. D'abord on fait. On produit de la pensée, on permet aux pensées de se produire et de se croiser, je n'ai jamais eu autant d'échanges intéressants avec les gens du quartier, le lendemain d'un carnaval où on mange un gâteau ensemble. On peut parler du collège, de l'avenir des enfants à des moments où on ne

s'y attend pas. Le rhizome va se nicher dans des endroits où on ne s'y attend pas. La coopération, c'est cet ensemble de découvertes et de rencontres mais qu'il faut déjà qu'on expérimente pour nous. **C'est difficile de penser coopération si on pense qu'en tant que fédération, institution, on ne l'expérimente pas en interne.** Je crois que la notion d'intérêt général se construit à partir de là. Quand je joue aux échecs, je ne m'occupe pas beaucoup des théâtraux et quand on se croise dans des moments volontaires qu'on a construit ensemble, on commence à pratiquer le regard de l'autre, regarder l'autre, se montrer, les premières émancipations comme le dit Christian Morel, quand je dis "moi je ou je suis d'accord", parfois c'est énorme, parce que c'est la première fois qu'elle est d'accord ou pas d'accord avec quelque chose. Ca c'est énorme et ça nous appartient.

Mylène Douet Guérin

Yves Renoux dit que le sport accompagne toute la vie, **c'est à la fois le social et l'organique et c'est à l'interface entre l'individu et le Monde.** On est au bon endroit à la FSGT pour se donner les bonnes questions.

Emmanuelle Bonnet Oulaldj

D'ailleurs, la première émancipation passe par le corps, c'est l'enfant qui apprend à marcher, à faire du vélo. La question de l'émancipation si on la compare à l'activité physique et sportive, elle passe d'abord par ça. **Très souvent des émancipations acquises dès le plus jeune âge peuvent se perdre parce que dans notre société, les APS ne sont pas toujours reconnues comme étant un droit, indispensables à l'être humain et social.** Il y a un enjeu essentiel à dire pourquoi le sport est essentiel. Sur le budget, c'est tellement révoltant de voir les milliards nécessaires pour la relance de l'économie, et de voir que le sport ne bénéficie que d'un appel aux dons, je soutiens mon club, défiscalisé des impôts. Le gouvernement a mis 12 millions de plan de relance pour soutenir associations, ce n'est rien et cela traduit un manque de reconnaissance.

Il y a des convergences dans ce qui s'est dit. La citation d'Edgar Morin revient à ce que disait David dans le sens où on doit pouvoir chacun faire un pas de côté pour faire davantage de communs. Si je compare ce qui se passe avec les fédérations affinitaires qui relèvent pour beaucoup de l'éducation populaire, dès qu'on est ensemble au sein du CNOSF **on arrive à construire, à être d'accord parce qu'on est en résistance, mais dès qu'on sort c'est plus compliqué parce que chacun veut mettre en avant sa philosophie, son approche spécifique sur le rapport à l'école, à l'entreprise, aux publics et on se bloque là dessus et on arrive pas à construire ensemble.** C'est l'analyse pour le moment de la plateforme

inter-fédérale ID Orizon. On a une conception similaire de la place de l'être humain, mais parfois on peut se figer dans certains dogmes qui nous empêchent d'aller plus loin.

Gilles Rouby

A la fois, on peut noter des personnes qui se sont découvertes pendant cette période là. Au Secours Populaire de la Sarthe, il y a eu une mobilisation des jeunes qui ont pris la main. C'est intéressant. La réalité du secteur associatif est très grave. Les perspectives sont alarmantes.

D'une part, on a eu le besoin de la professionnalisation et la difficulté de maintenir des emplois qualifiés, il y a eu le choc des emplois aidés mais autre chose est l'emploi qualifié, mais beaucoup d'associations avec les politiques publiques budgétaires se sont vues asséchées sur leurs fonds propres. Par exemple, nous à la MJC Pays de La Loire, on a perdu 100% de notre subvention du jour au lendemain par la politique de droite de cette région. Elle n'existe aujourd'hui qu'avec les bénévoles. Le choc attendu c'est pour 2021 et les années suivantes, mais il y a une crainte sur demain. Comment les collectivités vont-elles faire des choix ? Sur le fait de trouver ces liens de coopération est très important. On se réveille souvent trop tard. Il faut être capable de parler d'une voix forte. On recueille beaucoup de craintes.

Emmanuelle Bonnet Oulaldj

Le rouleau compresseur porte aussi sur nos prises de paroles publiques et le jugement qui peut être porté. Si dans le sport, on critique les logiques de philanthropie, on passe pour celui ou celle qui ne veut pas contribuer au bien commun. Au sein du CNOSF par exemple, cette pensée dominante prend de plus en plus de poids, on nous impose "un bon sens". Par exemple, on est censé tous avoir toujours rêvé que les fédérations entrent dans l'éducation nationale, ou on devrait trouver formidable qu'une plateforme permette aux clubs de bénéficier de dons privés. Ce rouleau compresseur porte aussi sur la liberté d'expression.

Gilles Rouby

On a l'exemple sur le Service National Universel (SNU). Le Ministère a énoncé aux fédérations que leurs subventions en dépendaient. Mais on a besoin d'endroits où on en parle.

Thomas Valle, pôle des activités et de la culture sportive FSGT

On a toujours en fil rouge, cette idée d'union du mouvement associatif populaire. En réalité, chaque année on a les universités d'été des différents partis politiques qui rendent leur travail pour le monde ou l'utopie d'après. On a le dispositif des Assises FSGT. Ne doit-on pas dans ce contexte penser des Assises plus larges, parce qu'on s'aperçoit qu'on traverse les mêmes problématiques, les mêmes "galères" ? Comment se fait-il qu'on arrive pas à produire du collectif avec des associations qui travaillent avec les mêmes personnes que nous. Les dernières Assises FSGT remontent à 2015. Normalement, c'est un cycle tous les 4-5 ans. N'est-ce pas le moment avec cette crise de nous lancer dans cette réflexion qui doit réunir le monde associatif et plus loin que le sportif. Je trouve génial qu'il y ait eu 1000 candidatures spontanées pour s'investir. C'est peut-être le moment le plus favorable pour y aller maintenant, et ne pas attendre une date anniversaire. C'est le bon moment. Par rapport aux différentes assises, ça reste un public FSGT. Il y aurait peut-être un moyen d'aller plus loin et d'en faire un mouvement médiatiquement plus intéressant. Dans le monde actuel ou dans le monde d'après, le mouvement associatif est essentiel. Crise du Covid 19, on pourrait se dire que tout le monde s'entre-tue, en réalité, la première réaction, ce sont 1000 candidatures volontaires. **L'individu n'est pas si égoïste et individualiste. Il n'y a nécessité de réunir encore plus large, ce sont des assises populaires qu'il faut organiser, au delà du sport populaire.**

Ludovic Trézières

Je suis plus pessimiste sur l'enthousiasme qui a été mis en évidence par les médias ces derniers temps. Je crois qu'on a bénéficié d'un concours de circonstance, **il était de bon ton d'applaudir les infirmières, il était de bon ton de montrer qu'on était solidaire, il était de bon ton de tout un tas de choses. Et maintenant que les infirmières sont dans la rue, on applaudit moins et il y a moins de monde dans les rues.** Au moment des attentats de Charlie Hebdo, la police était fabuleuse, et là, certes il y a des événements tragiques impardonnables, mais on jette tout le monde avec l'eau du bain. On a une population, c'est mon côté sombre et obscure qui transpire, qui fait qu'on a éduqué le citoyen dans le fait que tout était produit. **Le sport est devenu un produit comme un autre.** On labellise ce produit, il est made in France. Celles qui certifient qu'il est bien fait ce sont les fédérations délégataires et quand des acteurs affinitaires le proposent avec des déclinaisons, il n'a pas sa place, il n'y a qu'à voir comment Emmanuelle, à l'image des fédérations affinitaires, est maltraitée dans le cadre du CNOSF. Ce qu'on fait est considéré comme du made in china, alors que nous faisons aussi bien, voire mieux qu'eux du made in France. En tout cas, on fait du made in social. Je crois qu'on a un réel travail à faire sur ce que l'on veut proposer, comment et par qui. On a une visibilité faible.

Celui qui pratique voit l'activité, mais ne sait pas comment elle est pratiquée. Des parents qui cherchent un club de foot pour leur enfant ne vont pas regarder, à quelques exceptions près,

qui le fait. Si le club est affilié à la FSGT, à la FSCF, à l'UFOLEP ou à la FFF. Ils vont sur le club de proximité, peu importe les valeurs. D'ailleurs, on a pas toujours des éducateurs qui sont top et notre projet éducatif ne transpire pas toujours dans les associations. On a vraiment un boulot essentiel qui est d'accompagner le pratiquant au même titre que les verts ont réussi à faire prendre conscience de l'enjeu environnemental, **on doit faire prendre conscience de l'enjeu social, des conditions du vivre ensemble sont des valeurs inestimables.** Et pour l'instant, ces valeurs on les laisse sur la touche. On a des licences, des clients, des parts de marchés, plus ou moins intéressantes, Décathlon ou Nike vendront plus ou moins de baskets. On est que des acteurs économiques, mais nos valeurs vont bien au delà. Comment peut-on agir, être présent, donner le sentiment d'être moins ringard, nos valeurs ne le sont pas, mais suivant la manière dont elles sont présentées, elles peuvent être caricaturées et rendues ringardes. On a pas la classe de certains grands communiquant sur ce domaine.

Enji Bacari, comité des Hauts-de-Seine FSGT

Je vais aller dans le même sens que Thomas. On parle de convergences de luttes. Mais ce n'est pas depuis aujourd'hui qu'on parle de ça, ça a existé en 36. Aujourd'hui, on peut réunir toutes les personnes de l'éducation populaire, trouver un thème rassembler et discuter de quelle société on veut. On ne va pas parler que de sport et d'économie, mais de vivre ensemble et de rassemblement. L'idée de convergences de lutte me plaît beaucoup. **C'est l'enjeu d'une meilleure vie pour tous, c'est le sens de l'action de nos organisations. Les événements récents ont démontré qu'à force de travail on peut agréger petit à petit des gens dans la lutte.**

Gilles Rouby

Il était dans les tuyaux une Université d'été du mouvement associatif et des solidarités à Nantes au mois d'août qui se trouve reportée à 2021. Elle a lieu, il y a deux ans à Grenoble et a rassemblé 2500 personnes. On était à une soixantaine de réseaux pour construire le programme. Cela ne suffit pas pour créer une convergence. On va dans les ateliers qui nous intéressent. Un tel événement n'est pas suffisant en soi. Pour le CAC, il y a l'idée d'un séminaire à Villarceaux. Que peut-on faire ensemble et comment exister dans la société ? Malheureusement, on avait le départ de la caravane des associations citoyennes le 28 mars qui devait faire étape partout en France pour discuter avec des réseaux. Mais le confinement est passé par là. **On va voir comment on peut retravailler cette caravane, et peut-être organiser une étape avec la FSGT.** C'est un dispositif que l'on doit reconstruire complètement.

Michel Fuchs, Comité de Paris FSGT

Je pense que chacun à notre niveau, comme on parle de client et de consommateur, on l'est tous quand on va faire nos courses. Et là, il y a une grosse carte à jouer, on peut changer le cours des choses en achetant des produits de proximité. Par ailleurs, pendant cette crise, il y a des anciens déportés qui sont de moins en moins nombreux et qui se sont exprimés en disant qu'on était pas en guerre. Eux, la guerre, ils l'ont connu. Je citerai juste cette expression **"Le verbe résister se conjugue au présent."** Ces commentaires me font froid dans le dos, mais nous sommes des héritiers du [Conseil National de la Résistance](#), et cette guerre on va la remporter. Je ne suis pas du côté de ceux qui sont pessimistes, je suis du côté de ceux qui se lèvent tous les matins du bon côté pour changer cette société et pour qu'elle aille dans le bon sens. Dans cette période, on a vu des gens qui se sont mal comportés, mais on a vu aussi beaucoup de gens qui étaient solidaires et ça va continuer. C'est notre rôle en tant que citoyens, et en tant qu'acteurs de la FSGT, on a une place prépondérante.

Martine Pothet, comité FSGT du Val-de-Marne

En ce moment, l'Etat nous fait peur. c'est la peur qui paralyse certaines personnes et qui donne à certaines personnes des comportements bizarres. On est pas en guerre, et **les acteurs associatifs sont là justement pour empêcher ce sentiment de peur qui fait que l'Etat profite de tout ça pour supprimer des libertés, et préparer un monde d'après qui soit pire que le monde d'avant.** Et nous avons un rôle à jouer pour que le monde d'après soit justement moins pire que le monde d'avant.

Nabila Hadjazi, comité du Val d'Oise FSGT

Comment lutter contre le sport marchand ? Quand on voit que les collectivités locales mettent en place le sport urbain dans les parcs, les gens ont tendance à aller vers le sport gratuit et de ne pas aller vers des associations à qui certaines municipalités demandent des diplômes d'Etat et n'acceptent pas les bénévoles pour encadrer certaines activités. **Enfin, l'engagement d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier. On oublie le bénévolat mais avec la crise actuelle, on se rend compte qu'il y a eu beaucoup de mobilisations dans les quartiers populaires avec des jeunes qui habituellement sont dans leur coin, font du business.** Ce sont ces jeunes là qu'on a trouvés, à Bezons où j'habite, qui ont aidés les personnes âgées, qui étaient présents et qui continuent. Ces jeunes ont peut-être découvert l'âme bénévole, certains sont peut-être déscolarisés, et nous associations de quartiers ou locales, c'est peut-être le moment de raccrocher ces jeunes à notre wagon.

Emmanuelle Bonnet Oulaldj

On a travaillé dans le cadre de cet espace fédéral la question de la formation des animateurs de la vie associative ou des dirigeants de la vie associative. **Si on veut préparer l'avenir et être optimiste, on sait qu'il y a un impératif de formation, de faire le lien entre l'analyse politique de la société et l'organisation des APS, et de former des animateurs qui sauront faire avec les autres et de sortir de cette politique gestionnaire des associations qui s'est accélérée depuis 10 ans avec des réformes de l'Etat notamment.** Ça peut-être intéressant de croiser la proposition d'Assises de Thomas et celle de caravane du Collectif des Associations Citoyennes, parce que ce qui est intéressant avec l'idée de caravane c'est la "décentralisation" et le fait qu'on ne regroupe pas tout le monde au même endroit. Ça a toujours des limites. Ça peut-être intéressant de travailler l'idée de caravane et de formation, pour la mettre en lien avec des réalités et des initiatives qui existent déjà. Il y a une réflexion, les échanges d'aujourd'hui peuvent permettre d'alimenter ce travail sur la formation.

Il y a un enjeu sur la pérennité de nos associations et l'enjeu de croiser plus souvent nos analyses pour alimenter la formation.

Merci à toutes et tous pour votre participation.